

Suisse

Les Femmes PS critiquent le machisme de leur parti

Le PS serait-il un repaire sexiste? La section Femmes n'épargne pas les camarades dans un manifeste pour plus de féminisme

Florent Quiquerez Berne

Christian Levrat, président; Roger Nordmann, chef de groupe. Deux hommes à la tête du PS, voilà qui fait tache dans un parti qui brandit l'égalité des sexes en étendard. Et c'est une situation que les Femmes socialistes ont bien l'intention de corriger à la première occasion.

«Les femmes doivent être représentées de manière efficace dans les instances dirigeantes du parti. En cas de vacance, il faudrait que l'un des deux postes soit occupé par une femme.» Cette revendication est écrite noir sur blanc dans le manifeste «Pour un socialisme pleinement féministe» qui sera discuté ce samedi lors de l'assemblée du parti.

Dans cette quarantaine de pages qui reprend plusieurs revendications (*lire ci-contre*), le dernier chapitre met les points sur les «i». Intitulé «critique féministe à l'adresse du PS suisse», il pointe du doigt le sexisme ambiant. «Les discriminations ne s'arrêtent pas devant la porte de notre parti.»

Et les Femmes socialistes de réclamer plus de ressources pour le travail féministe, et des études sur la politique de l'égalité. Elles vont même jusqu'à demander aux hommes de renoncer à participer à des débats si aucune intervenante n'est présente.

Une parole trop masculine Un peu fort de café? «Ce manifeste a été rédigé dans le cadre de notre 100e anniversaire, répond Martine Docourt, coprésidente des Femmes socialistes. Cet état des lieux montre le travail qu'il reste avant d'atteindre l'égalité. Que le PS soit dirigé par deux hommes montre que, même chez nous, il faut rester attentif à une représentation équitable.»

Selon elle, l'autocritique est positive. «Ça montre que le PS est capable de se remettre en question. Ça renforce notre crédibilité sur ce thème. Le sexisme est moins présent au sein du PS qu'ailleurs dans la société. Chacune le vit différemment, mais on a toutes en tête des situations où les hommes ont monopolisé la



Avec Roger Nordmann (à gauche), président du groupe, et Christian Levrat (à droite), président du parti; le PS est dirigé par deux hommes. Ce qui ne plaît pas aux Femmes socialistes. KEYSTONE

parole. Il y a aussi des remarques déplacées.»

Un rapide coup de sonde passé auprès de quelques élues confirme cette impression. «C'est plus simple d'être une femme au PS, reconnaît Rebecca Ruiz (PS/VD). Le parti s'engage vraiment dans la promotion de l'égalité. Notre groupe parlementaire est désormais à majorité féminine. Cela étant dit, des scènes de sexisme ordinaire, on en vit aussi

au PS. Elles sont le fait d'hommes souvent âgés de plus de 50-55 ans. Pour ma génération, j'ai l'impression que les mentalités ont évolué.» La Vaudoise n'est toutefois pas favorable à des règles trop strictes. «Le parti doit encourager les femmes, mais je ne suis pas pour une forme d'automatisme.»

Laurence Fehlmann Rielle (PS/GE), elle, est disposée à aller plus loin. «Si on veut la parité, c'est normal de réfléchir à une femme

pour reprendre la présidence du parti. On voit aussi encore trop souvent des débats entièrement masculins. Les femmes doivent faire un effort pour être plus présentes, mais c'est aussi une responsabilité journalistique de penser à des intervenantes.» Quitte à faire pression sur les élus socialistes qui seraient invités? «C'est une piste à explorer.»

Règles contraignantes

Comment Roger Nordmann, président du groupe socialiste et très présent médiatiquement, réagit-il à ce manifeste? «La démarche est positive et compréhensible. L'égalité est loin d'être acquise. Bien que notre parti soit exemplaire dans son fonctionnement, les Femmes poussent pour que cela se traduise aussi dans les faits. Ces critiques internes sont légitimes.»

Pas question toutefois pour le Vaudois de renoncer à participer à des débats où n'interviendrait aucune femme. «Je devrais arrêter la politique énergétique. Je suis le seul élu PS à défendre ce thème en Suisse romande.» Il s'oppose aussi à des règles contraignantes concernant la représentation des femmes dans la direction du parti. «La vision politique compte aussi, tout comme l'envie de se mettre à disposition.» Et de rappeler qu'il a été élu chef du groupe parlementaire alors que celui-ci comptait une majorité féminine. «Quant à Christian Levrat, il était le seul candidat à la présidence!»

Le manifeste en six revendications

Temps de travail Le temps de travail hebdomadaire devrait être réduit à 35 heures avec un niveau de salaire constant. Cela permettrait aux hommes et aux femmes de participer à la vie active tout en effectuant les tâches du foyer.

Reconnaissance Le travail dit de «care» (s'occuper du ménage, des enfants ou de personnes âgées) n'est ni reconnu ni rémunéré. Le projet réclame une prise en compte, qui pourrait passer - par exemple - par des bonifications pour tâches éducatives lors du calcul de l'AVS.

Egalité salariale «L'égalité salariale doit être mise en place maintenant.» Selon le manifeste, l'Etat doit créer les conditions nécessaires pour que les différences salariales inexplicables disparaissent. Selon les auteurs, la transparence des salaires sera incontournable. Ils exigent aussi

un contrôle au sein des entreprises et la mise en place de sanctions adéquates le cas échéant.

Accueil extrafamilial Pour réduire les coûts de la prise en charge extrafamiliale, la garde des enfants devrait être considérée comme un devoir public au même titre que les écoles. Si cela n'est pas possible, le texte exige que les tarifs soient massivement baissés.

Congé parental Le manifeste demande l'instauration de 50 semaines supplémentaires de congé parental. Une période que les deux conjoints devraient se partager par moitié.

Quotas Pour combler la sous-représentation des femmes en politique, il faudrait ancrer dans la loi un quota d'au moins 40% de femmes. Cela vaudrait pour le parlement, le Conseil fédéral, l'Administration fédérale ou encore le Tribunal fédéral. **F.QZ**

Pétition pour le droit d'asile des Erythréens

Depuis deux ans, Berne a durci sa pratique. Près de 15% des demandes d'asile sont désormais refusées

De 2010 à 2015, la quasi-totalité des requérants d'asile érythréens obtenaient l'asile en Suisse. Mais depuis deux ans, les choses ont changé. En 2015, 9,1% des demandes ont essuyé un refus. Et l'an dernier, le taux a grimpé à 14,6%. Des refus croissants qui choquent les milieux de l'asile, qui ont lancé ce vendredi à Lausanne une pétition. Parmi eux, on trouve plusieurs personnalités politiques comme le conseiller aux Etats Robert Cramer (Les Verts/GE), les conseillères nationales Ada Marra (PS/VD), Adèle Thorens (Les Verts/VD) ou l'ancien conseiller national Claude Ruey (PLR/VD).

Les pétitionnaires demandent que Simonetta Sommaruga intervienne auprès du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) pour qu'il assouplisse sa pratique, et accorde une protection aux requérants érythréens. Bref, le retour à la situation qui prévalait jusqu'en 2015, et cela avec effet immédiat et rétroactif.

La désertion ou l'objection de conscience ont été supprimées comme preuves d'une persécution politique dans la dernière révision de la loi sur l'asile, votée en 2016. Toutefois, selon les directives du SEM, un requérant

d'asile devait être reconnu comme réfugié si le refus de servir ou la désertion impliquent une persécution. Mais deux arrêtés du Tribunal fédéral, en janvier et en août 2017, inquiètent les pétitionnaires.

Selon cette jurisprudence, le SEM peut désormais apprécier le risque encouru par les personnes en fuite. Les Erythréens déboutés de l'asile finissent à l'aide d'urgence. Ils ne peuvent ni travailler ni s'intégrer. «C'est une bombe à retardement, puisque ces personnes resteront dans notre pays avec des coûts humains, sociaux et médicaux très lourds pour la Suisse et la paix sociale», dénoncent les pétitionnaires.

Ce changement de pratique du SEM traduit-il une amélioration de la situation en Erythrée? Non, répondent les milieux de l'asile, qui pointent du doigt le service militaire obligatoire pour une durée illimitée, ainsi que les persécutions politiques et religieuses qui poussent à l'exil 5000 personnes chaque mois.

Le régime ne laisse entrer ni l'ONU ni le CICR pour des inspections, mais il a plusieurs fois invité des parlementaires suisses pour des visites très encadrées. «Ces voyages font beaucoup de tort aux réfugiés érythréens, en alimentant l'idée qu'ils sont des réfugiés économiques», insiste la responsable de l'Erythrée de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés.

J.MT

L'UDC cherche son futur leader sous la Coupole

Le Bernois Adrian Amstutz quitte la présidence du groupe parlementaire. Qui pour le remplacer?

Avec le départ d'Adrian Amstutz, c'est une page qui se tourne à l'UDC. Avec son caractère bien trempé, ses coups de gueule légendaires et son regard glaçant aux élus qui manquent un vote, le président du groupe aura marqué bien des esprits sous la Coupole.

Le Bernois remet donc son mandat après cinq années. L'annonce du jour était attendue. Sa section cantonale limitant le nombre de mandats, le conseiller national aurait dû de toute façon quitter Berne en 2019. Cette démission à mi-législature est logique. «Cela permettra

d'organiser à temps la relève en vue des prochaines élections fédérales», explique le principal intéressé.

Son successeur sera désigné le 17 novembre, mais le bal des candidatures a déjà commencé. L'élection d'un Romand est-il possible? La mieux placée, c'est Céline Amaudruz (GE), qui occupe l'une des quatre vice-présidences du groupe. «Je vais aborder cette question avec mes collègues. Je me laisse le temps de la réflexion. Mais je suis déjà bien occupée avec mes autres mandats.»

Reste trois autres vice-présidents: Hannes Germann (SH), Felix Müri (LU) et surtout Thomas Aeschi (ZG). Candidat malheureux au Conseil fédéral et protégé de Christoph Blocher, ce spécialiste des finances a toutes les chances de s'imposer. **F.QZ**

Pro Juventute veut rendre leur enfance aux enfants

La fondation lance une nouvelle campagne. Objectif: lutter contre le stress et le surmenage dont souffrent les jeunes

«Moins de pression. Plus d'enfance», c'est le slogan choisi par Pro Juventute. La fondation pour la protection de la jeunesse exige que les enfants et les adolescents reçoivent davantage de temps libre pour faire ce qu'ils veulent. Sa campagne entend sensibiliser parents, éducateurs, enseignants et responsables d'apprentissage au problème et les inciter à réduire le

poids du stress imposé aux enfants et aux jeunes.

Selon une étude de l'OMS, 27% des enfants de 11 ans souffrent d'insomnies, 15% se sentent abattus en permanence et 12% ressentent régulièrement des maux de tête. Par ailleurs, la moitié des adolescents se sentent souvent à très souvent stressés ou surmenés. Cette évolution se reflète aussi dans les appels téléphoniques reçus au numéro de conseil et d'aide 147 de Pro Juventute. Les questions liées à de «lourds problèmes personnels» sont en augmentation depuis quelques années et représentent près de 30%

des appels aujourd'hui.

«Beaucoup de parents veulent préparer leurs enfants très tôt aux exigences de la société de la performance», explique Katja Wiesendanger, directrice de Pro Juventute. Ces parents planifient souvent le temps libre de leur progéniture, convaincus que les loisirs doivent également servir un objectif. Le jeu libre est assimilé à une perte de temps.

C'est une erreur, estime Pro Juventute. La recherche prouve que le jeu favorise le développement des enfants de manière décisive. Elle montre aussi que la plupart des enfants qui se sentent

stressés et débordés sont ceux qui se plaignent d'avoir trop peu de temps pour faire des choses qui leur plaisent, et en particulier trop peu de temps géré en autonomie.

La campagne «Moins de pression. Plus d'enfance» appelle les parents à remettre en question leur propre fonction d'exemple et leurs exigences à l'égard des enfants. Sur le site stress.projuventute.ch, ils peuvent se renseigner sur la manière de soutenir les enfants sans pression accablante. Dès le mois d'avril prochain, la fondation proposera aussi des conseils et de l'aide aux adolescents. **ATS**

PUBLICITÉ

ÉDITION SPÉCIALE 2017
HÄSTENS TRIBUTE

DISPONIBLE EXCLUSIVEMENT JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2017.



180x200 cm avec Surmatelas BJ, **CHF 7'990**
(plus Tête de Lit et Linge de Lit)

GENÈVE | RUE DU RHÔNE 65

FULFILLING DREAMS SINCE 1852
TÉLÉPHONE +41 (0)22 300 08 87

Hästens 
Since 1852